



**REPUBLIQUE FRANCAISE**

*Liberté - Egalité – Fraternité*

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU C.C.A.S**

**N° DLP2020-31 - Séance du 06/07/2020**

ACTES

4. Fonction publique

4.1 Personnels titulaires et stagiaires de la F.P.T

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
13	12	12

Vote	
Pour	12
Contre	0
Abstention	0

L'an 2020, le 6 juillet à 14h00, le conseil d'administration du CCAS de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Cabernet, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Président du CCAS, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par électronique aux membres du conseil d'administration le 02/07/2020. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés au CCAS le 02/07/2020.

**Présents :**

Jean-Luc MEISSONNIER, Marie-Thérèse AMALVY, Christiane GAUBERT, Marie-France TEXIER, Michel BAUDOUR, Josiane DEVESA, Hubert FABRITIUS, Bertrand LEENHARDT, Madeleine SABASTIA, Brigitte DEMURTAS, André TURQUAY, Bernard VIDAL

**Absent excusé :**

Alain SOULIER

**Secrétaire de séance :**

Emily NOCERA, Directrice du CCAS

## **N° DLP2020-31 – EHPAD « LES PINS BESSONS » : CREATION DE POSTE**

Marie-France TEXIER propose aux membres du conseil d'administration la modification du tableau des effectifs de l'EHPAD à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2020 par la création d'un poste de cadre de santé exerçant les fonctions d'infirmière coordinatrice à temps complet.

Le conseil d'administration est appelé à en délibérer.

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

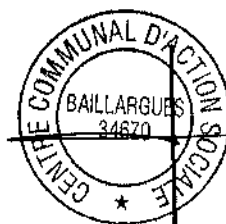
Le conseil d'administration **APPROUVE** la modification du tableau des effectifs de l'EHPAD à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2020 par la création d'un poste de cadre de santé exerçant les fonctions d'infirmière coordinatrice à temps complet.

Pour extrait conforme,

Le 06/07/2020

Le président,

Jean-Luc MEISSONNIER



*La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*